



## CHAPITRE 187

### Loi de la prévention des incendies

**Disposi-  
tions ap-  
plicables.** 1. Les articles 16 à 25 de la Loi des enquêtes sur les incendies (chap. 188) s'appliquent à la présente loi. S. R. 1941, c. 151, a. 6 (*partie*).

**Commis-  
saire.** 2. Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de nommer pour la province un officier connu sous le nom de « commissaire des incendies de la province ». S. R. 1941, c. 151, a. 2.

**Adjoint,  
etc.** 3. Il est également loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de nommer un commissaire adjoint, un ingénieur civil, et tels autres employés jugés nécessaires pour la mise en opération de la présente loi et de pourvoir à leur rémunération. S. R. 1941, c. 151, a. 3.

**Direction.** 4. Le commissaire, le commissaire adjoint et les autres fonctionnaires relèvent du ministère des affaires municipales et sont régis par la Loi du service civil (chap. 13). S. R. 1941, c. 151, a. 4 (*partie*); 9-10 Eliz. II, c. 68, a. 1.

**Enquête.** 5. Il est du devoir du commissaire, chaque fois qu'il en est requis par le ministre des affaires municipales, de faire une enquête sur tout incendie qui a détruit, en tout ou en partie, un bâtiment, une forêt ou une propriété quelconque. S. R. 1941, c. 151, a. 5; 9-10 Eliz. II, c. 68, a. 2.

**Pouvoirs.** 6. Le commissaire possède, de droit, tous les pouvoirs, autorité et juridiction d'un juge des sessions ou d'un coroner,

## CHAPTER 187

### Fire Prevention Act

1. Sections 16 to 25 of the Fire Investi-<sup>Law to</sup>gation Act (Chap. 188) shall apply to this <sup>apply.</sup>act. R. S. 1941, c. 151, s. 6 (*part*).

2. It shall be lawful for the Lieutenant-<sup>Commis-</sup>Governor in Council to appoint for the <sup>sioner.</sup>Province an officer called the "Provincial Fire Commissioner". R. S. 1941, c. 151, s. 2.

3. It shall also be lawful for the Lieu-<sup>Assistant,</sup>tenant-Governor in Council to appoint an <sup>etc.</sup>assistant commissioner, a civil engineer and such other employees as may be deemed necessary for the carrying out of this act, and to provide for their remuneration. R. S. 1941, c. 151, s. 3.

4. The commissioner, the assistant <sup>Control.</sup>commissioner and the other functionaries shall be subject to the authority of the Department of Municipal Affairs and shall be governed by the Civil Service Act (Chap. 13). R. S. 1941, c. 151, s. 4 (*part*); 9-10 Eliz. II, c. 68, s. 1.

5. It shall be the duty of the com-<sup>Investiga-</sup>missioner, whenever required so to do by <sup>tion.</sup>the Minister of Municipal Affairs, to hold an investigation into every fire which has destroyed, wholly or in part, any building, forest or property. R. S. 1941, c. 151, s. 5; 9-10 Eliz. II, c. 68, s. 2.

6. The commissioner shall have *ex* <sup>Powers</sup>*officio* all the powers, authority and jurisdiction of a judge of the sessions or of a

- pour toutes les fins qui se rapportent à l'enquête.
- Témoins.** Il a le pouvoir d'assigner à comparaître devant lui toutes les personnes qu'il juge en état de lui donner des renseignements ou des preuves touchant l'objet de l'enquête, et aussi le pouvoir d'émettre des mandats d'amener. S. R. 1941, c. 151, a. 6 (*partie*); 9-10 Eliz. II, c. 68, a. 3.
- Adjoint.** **7.** Le commissaire adjoint possède de droit tous les pouvoirs conférés au commissaire par l'article 6. S. R. 1941, c. 151, a. 7.
- Dépositions.** **8.** Si le ministre des affaires municipales l'y autorise par écrit, le commissaire peut dans ses enquêtes faire prendre les dépositions des témoins, au moyen de la sténographie. S. R. 1941, c. 151, a. 8; 9-10 Eliz. II, c. 68, a. 2.
- Autre officier.** **9.** Les mêmes pouvoirs peuvent également être conférés par le ministre des affaires municipales à tout autre officier relevant de ce service. S. R. 1941, c. 151, a. 9; 9-10 Eliz. II, c. 68, a. 2.
- Droit d'entrer.** **10.** Le commissaire et ses officiers, dans l'exécution de leurs fonctions, ont le droit d'entrer dans tout bâtiment ou toute propriété dans lesquels il y a eu un incendie, de même que dans toutes propriétés ou tous bâtiments voisins. S. R. 1941, c. 151, a. 10.
- Bâtiments dangereux.** **11.** Le commissaire ou ses officiers, les chefs de brigade du feu, dans les cités, villes ou villages, et les maires des endroits dans lesquels il n'existe pas de brigade du feu, ont le droit d'entrer dans tout bâtiment et, s'ils constatent que l'état du bâtiment ou des effets qui s'y trouvent présente un danger, ils peuvent ordonner ce qu'ils croient nécessaire pour faire disparaître ce danger et, à défaut par le propriétaire du bâtiment ou des effets de se conformer sans délai à ces ordres, il encourt une amende n'excédant pas dix dollars pour chaque jour qu'il est ainsi en défaut. S. R. 1941, c. 151, a. 11.
- Amende.**
- Devoirs du commissaire.** **12.** Il est du devoir du commissaire des incendies:  
1° De faire l'inspection des municipalités de la province qui demandent l'aide
- coroner for all purposes relating to the investigation.  
He shall have power to summon to appear before him all persons whom he thinks able to give him information or evidence respecting the object of his investigation, and also to issue warrants of arrest. R. S. 1941, c. 151, s. 6 (*part*); 9-10 Eliz. II, c. 68, s. 3.
- 7.** The assistant commissioner shall have *ex officio* all the powers conferred on the commissioner by section 6. R. S. 1941, c. 151, s. 7.
- 8.** If the Minister of Municipal Affairs authorizes him in writing so to do, the commissioner may, in his investigations, have the depositions of the witnesses taken in shorthand. R. S. 1941, c. 151, s. 8; 9-10 Eliz. II, c. 68, s. 2.
- 9.** The same powers may also be entrusted by the Minister of Municipal Affairs to any other officer belonging to such service. R. S. 1941, c. 151, s. 9; 9-10 Eliz. II, c. 68, s. 2.
- 10.** The commissioner and his officers, in the performance of their duties, may enter any building or other property in which there has been a fire, as well as all neighboring buildings and properties. R. S. 1941, c. 151, s. 10.
- 11.** The commissioner and his officers, any chief of a fire brigade in a city, town or village, or the mayor in any place where there is no fire brigade, may enter any building, and if they find that the state of the building or of the effects therein is dangerous, they may order whatever they may think necessary to cause such danger to disappear, and if the owner of such building or effects does not forthwith obey such orders, he shall be liable to a fine or penalty of not more than ten dollars for each day he is so in default. R. S. 1941, c. 151, s. 11.
- 12.** It shall be the duty of the commissioner:  
(1) To inspect the municipalities of the Province applying for aid from the Gov-

du gouvernement pour l'établissement de systèmes de protection contre l'incendie, après que telle demande a été agréée par le ministre, pour se rendre compte des conditions locales, afin de suggérer les moyens à prendre pour prévenir les incendies, de surveiller l'exécution des projets acceptés, et de voir à l'adoption de règlements de prévention;

2° D'inspecter, ou de faire inspecter les installations faites avec l'aide du gouvernement, et de voir à ce que les appareils destinés à combattre le feu, soient tenus en bon état de fonctionnement;

3° De faire la compilation de statistiques sur les causes et circonstances des incendies survenus dans la province. S. R. 1941, c. 151, a. 12.

Subventions autorisées.

**13.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut accorder aux corporations municipales de paroisse, de village et de ville des subventions pour les aider à se protéger efficacement contre les incendies. S. R. 1941, c. 151, a. 13 (*partie*); 14 Geo. VI, c. 30, a. 1; 1-2 Eliz. II, c. 14, a. 1; 3-4 Eliz. II, c. 34, a. 1; 4-5 Eliz. II, c. 6, a. 1; 6-7 Eliz. II, c. 17, a. 1; 8-9 Eliz. II, c. 70, a. 1; 9-10 Eliz. II, c. 8, a. 71.

Rapport annuel.

**14.** Tous les ans, avant le 1er juin, et chaque fois qu'il en est requis par le ministre des affaires municipales, le commissaire des incendies doit faire un rapport détaillé de ses opérations. S. R. 1941, c. 151, a. 14; 9-10 Eliz. II, c. 68, a. 2.

Taxe sur les cibles d'assurance.

**15.** Pour aider à défrayer les dépenses du service créé par la présente loi, il est imposé sur toutes les compagnies d'assurance contre le feu, faisant affaires dans la province, une taxe annuelle de un quart de un pour cent sur le montant total des primes ou cotisations brutes d'assurance contre le feu perçues par chacune de ces compagnies dans la province. (\*)

Paiement.

Cette taxe est payable au ministre du revenu, avant le 1er juillet de chaque année, et est basée sur le rapport annuel que doit fournir toute compagnie d'assurance en vertu de l'article 24 de la Loi de

ernment for the establishing of fire protection systems, after such application has been approved by the Minister, with a view to ascertaining the local conditions in order to suggest means to be taken to prevent fires, to supervise the carrying out of the accepted plans, and to see to the adoption of preventive by-laws;

(2) To inspect or cause to be inspected the installations made with Government aid, and to see that the fire-fighting apparatus be kept in good working condition;

(3) To compile statistics on the causes and circumstances of the fires occurring in the Province. R. S. 1941, c. 151, s. 12.

**13.** The Lieutenant-Governor in Council may grant subsidies to parish, village and town municipal corporations, to assist them in protecting themselves effectively against fire. R. S. 1941, c. 151, s. 13 (*part*); 14 Geo. VI, c. 30, s. 1; 1-2 Eliz. II, c. 14, s. 1; 3-4 Eliz. II, c. 34, s. 1; 4-5 Eliz. II, c. 6, s. 1; 6-7 Eliz. II, c. 17, s. 1; 8-9 Eliz. II, c. 70, s. 1; 9-10 Eliz. II, c. 8, s. 71.

Subsidies authorized.

**14.** The fire commissioner shall, before the first day of June of every year, and whenever required so to do by the Minister of Municipal Affairs, make a detailed report of his operations. R. S. 1941, c. 151, s. 14; 9-10 Eliz. II, c. 68, s. 2.

Annual report.

**15.** To assist in defraying the expenses of the service created by this act, there shall be imposed on all fire insurance companies doing business in the Province an annual tax of one-fourth of one per cent on the aggregate amount of the gross premiums or assessments for fire insurance collected by each of such companies in the Province. (\*)

Tax on insurance companies.

The said tax shall be payable to the Minister of Revenue before the first day of July of each year, and shall be based on the annual report which each insurance company is bound to furnish in virtue of

Payment.

(\*) Remise est faite de cette taxe, jusqu'à nouvel ordre, en vertu de l'arrêté en conseil No 1184 du 19 juillet 1963. (Document de la session No 13 déposé à l'Assemblée législative le 23 janvier 1964).

(\*) Such tax was remitted until further notice by order-in-council No. 1184, dated July 19, 1963. (Sessional Paper No. 13, laid before the Legislative Assembly on January 23, 1964.)

l'impôt sur les corporations (chap. 67), et des articles 161 et 162 de la Loi des assurances (chap. 295), selon le cas.

**Certificat.** Le certificat du ministre du revenu est définitif quant au montant à payer par chaque compagnie en vertu du présent article. S. R. 1941, c. 151, a. 15; 9-10 Eliz. II, c. 68, a. 4.

**Rapport mensuel des incendies d'assurance.**

**16.** Toute compagnie d'assurance contre le feu, faisant affaires dans la province, doit fournir, à la fin de chaque mois, au commissaire des incendies de la province, sur des formules spéciales fournies à cet effet, un rapport sur tout incendie survenu dans la province et dans lequel la compagnie est intéressée comme assureur, indiquant, dans chaque cas, le nom de l'assuré, son adresse si possible, la situation de la propriété ou de la valeur assurée, la valeur des biens affectés par les différents item de la police, le montant de l'assurance en vigueur et le montant de la perte. Ce rapport doit être adressé au commissaire des incendies de la province dans les quinze premiers jours de chaque mois. S. R. 1941, c. 151, a. 16.

**Rapport par l'ajusteur.**

**17.** Toute personne (*adjuster*) chargée de fixer la valeur d'une réclamation faite par un assuré, contre une compagnie d'assurance-feu, en raison de dommages causés par l'incendie, que cette personne représente la compagnie ou l'assuré, doit, dans les quinze jours après avoir réglé ladite réclamation, transmettre au commissaire des incendies de la province un rapport écrit détaillé indiquant, dans chaque cas, la date et l'heure de l'incendie, le nom de l'assuré et son adresse, la situation de la propriété ou de la chose assurée, la valeur des biens affectés par les différents item de la ou des polices, le montant de l'assurance en vigueur, le montant du règlement dans le cas de chaque compagnie intéressée et un résumé des circonstances se rapportant à l'incendie et son origine. S. R. 1941, c. 151, a. 17.

**Québec et Montréal.**

**18.** Les commissaires des incendies nommés pour la cité de Québec et la ville de Montréal possèdent, dans les limites de leur juridiction respective, les pouvoirs accordés au commissaire des incendies de

section 24 of the Corporation Tax Act (Chap. 67), or sections 161 and 162 of the Insurance Act (Chap. 295), as the case may be.

The certificate of the Minister of Revenue shall be final as to the amount to be paid by each company in virtue of this section. R. S. 1941, c. 151, s. 15; 9-10 Eliz. II, c. 68, s. 4.

**16.** Every fire insurance company doing business in the Province shall furnish, at the end of each month, to the Provincial Fire Commissioner, on special forms supplied therefor, a report on every fire occurring in the Province, in which the company is interested as insurer, indicating, in each case, the name of the insured, his address if possible, the situation of the property or risk insured, the value of the property affected by the different items of the policy, the amount of insurance in force and amount of the loss. Such report shall be addressed to the Provincial Fire Commissioner within the first fifteen days of each month. R. S. 1941, c. 151, s. 16.

**17.** Every person (*adjuster*) entrusted with fixing the amount of a claim made by an insured for damage by fire against a fire insurance company, whether such person represents the company or the person insured, must, within fifteen days after having settled the claim, transmit a detailed report in writing to the Provincial Fire Commissioner indicating, in each case, the date and hour of the fire, the name and address of the insured, the situation of the property or effects insured, the value of the property and effects affected by the various items of the policy or policies, the amount of insurance in force, the amount of the settlement for each company concerned and a summary of the circumstances connected with the fire and its origin. R. S. 1941, c. 151, s. 17.

**18.** The fire commissioners appointed for the cities of Québec and Montréal shall have, within the limits of their respective jurisdiction, the powers granted to the Provincial Fire Commissioner appointed

la province nommé en vertu de la présente loi, et la cité de Québec et la ville de Montréal restent soumises à la juridiction des commissaires nommés pour leurs limites, tel que prévu par les articles 11 à 27 de la Loi des enquêtes sur les incendies (chap. 188). S. R. 1941, c. 151, a. 18.

in virtue of this act, and the cities of Quebec and Montreal shall remain subject to the jurisdiction of the commissioners appointed for their municipal territory, as provided by sections 11 to 27 of the Fire Investigation Act (Chap. 188). R. S. 1941, c. 151, s. 18.

Idem.

**19.** Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil, quand il le juge convenable, de mettre sous la juridiction du commissaire des incendies de la province la cité de Québec et la ville de Montréal ou l'une ou l'autre, ou d'étendre la juridiction des commissaires de la cité de Québec ou de la ville de Montréal à toute partie de la province. S. R. 1941, c. 151, a. 19.

**19.** The Lieutenant-Governor in Council may, when he thinks proper, put the cities of Quebec and Montreal, or either of them, under the jurisdiction of the Provincial Fire Commissioner, or extend the jurisdiction of the fire commissioner of Quebec or Montreal to any other part of the Province. R. S. 1941, c. 151, s. 19.

Idem.